

L'Égalité

DE ROUBAIX-TOURCOING

SE BATTRE ou s'entendre avec l'Allemagne



UNE nouvelle politique française s'impose en Europe. La Conférence de Paris montre à quel point nous nous sommes laissés asservir, depuis un an, par la finance internationale qui a son siège social à Londres. La baisse du franc, la hausse subite de la livre sterling prouvent surabondamment que ce sont des effets de spéculation et non des solutions équitables que les conseillers de la Conférence ont cherché à atteindre.

Le système des alliances, en faillite depuis la catastrophe russe, le système de l'Entente cordiale, en plein fiasco avec l'Angleterre, sont des combinaisons périmées de la diplomatie. Aveugles, ceux qui ne le comprennent pas. Il est vain, désormais, de s'appuyer sur le Traité de Versailles violé par l'Allemagne, renié par l'Amérique, déchiré par l'Angleterre. C'est la Bible d'une religion qui n'a plus de croyants. Avec quelle joie nous saluerions l'homme présélectionné qui saurait faire appel aux peuples de l'Europe, tracer la voie d'une grande politique de solidarité des démocraties laborieuses contre la conspiration des financiers internationaux, auteurs de guerres, de vie chère et de désordres sociaux !

Quel rude Jacques Bonhomme saura braver une maltraque pour assommer ces corbeaux ? L'avenir est là. Nous irons de crises européennes en révolutions, de guerres en coups d'Etat, tant que ce sauveur ne sera point né ou prêt à accomplir sa mission libératrice. Aujourd'hui, nous voici comme aux premiers jours d'Août 1914, seuls avec nos amis belges en face des Allemands. Les Anglais sont retournés à leur business.

Eh bien, il faut se battre ou s'entendre directement avec l'Allemagne. Choisissez.

Eug. GUILLAUME

Exploits de bandits masqués près de Valenciennes

Ils baillonnèrent une femme et cambriolèrent sa maison

Mme Lecœur, née Louise Duquesnoy, demeurant au hameau de Cataire, à Millonfosse, près de Valenciennes, se trouvait seule chez elle avec ses deux enfants. Son mari qui est mineur, se trouvait au travail. Vers deux heures du matin, elle fut réveillée par un bruit insolite. Elle se leva et se trouva en présence de deux individus masqués qui venaient de s'introduire chez elle en fracturant la porte.

Les deux hommes se jetèrent sur elle et la baillonnèrent avec une serviette. Tandis que l'un la mettait dans l'impossibilité de bouger l'autre fouillait les meubles de la chambre. Dans le tiroir d'une armoire, il découvrit un portefeuille contenant 800 fr. Puis les deux bandits prirent la fuite. Mme Lecœur donna l'alarme, mais trop tard. Les deux bandits étaient loin. Plainte a été déposée à la gendarmerie de Saint-Amand qui procède à une enquête.

Un domestique incendia une ferme

SA PATRONNE LUI AVAIT REFUSÉ UN FEU DE VIN

Remirumont, 4. — Mme Veuve Demange, 68 ans, ayant refusé un demi-litre de vin à son domestique de culture, Léopold Flacqolet, 66 ans, celui-ci a mis le feu à la ferme qui a été complètement détruite. Le montant des pertes éprouvées par Mme Demange, qui n'était assurée que pour une somme minime, atteint 80.000 fr. L'incendiaire a été arrêté.

Au Meeting Communiste de Paris

UNE DEPUTÉE ALLEMANDE A PRIS LA PAROLE
Le parti communiste et la C. G. T. U. ont tenu mardi soir, rue de la Grange-aux-Belles un grand meeting, qui avait pour but de protester contre la politique extérieure du gouvernement français et contre une occupation éventuelle de la Ruhr. Ont pris la parole : Monmousseau, Pierre Semard, cheminois, au nom de la C. G. T. U.; Treint et Marcel Cachin, au nom du parti communiste.

Les gros succès de la soirée a été pour la citoyenne Goldstein, députée au Landtag de Prusse, qui était venue à travers de grandes difficultés, parait-il.

Les orateurs, aux applaudissements de l'assemblée, ont prononcé une grève générale franco-allemande dans le cas d'une occupation militaire de la Ruhr.

Les Mystères de Paris

DEMAIN : Les mystères de Paris

Désaccord complet sur la Question des Réparations

L'ANGLETERRE s'est retirée de la Conférence de Paris

Les pourparlers continuent entre la France, la Belgique et l'Italie

Ce qui apparaissait, immédiatement après l'exposé du plan anglais, c'était un profit d'un milliard et demi de marks-or que la banque d'Angleterre tient en dépôt dans ses caves si elle ne l'a déjà utilisé pour ses besoins. On sait que cet or a été remis par la France et l'Italie à leur alliée en garantie des avances du Trésor britannique. Alors que nous ferions abandon de tout — ou à peu près — ce que l'Allemagne nous doit, nos amis commencent à parler d'ajouter ce qui nous appartient et que nous leur avons confié. Cela sans préjudice des nombreux privilèges qu'ils accordaient, en outre, dans leur système réglant la situation de l'Allemagne.

Déjà mardi, on vit la Belgique se mettre nettement à nos côtés et souhaiter « le plan français servir de base aux discussions ultérieures. Quant à l'Italie, il n'y avait pas de doute qu'elle s'opposât aux projets de Bonar Law. Celui-ci trouvait donc isolé ; il vient de faire le geste qui s'imposait pour lui : il a décidé de partir avec sa délégation. Cela fait une conférence de plus terminée sans résultat.

On peut ne pas être étonné des façons égoïstes des anglais ; id-dessus tout : le monde est fixé mais ce qui devient stupéfiant c'est leur attitude vis-à-vis de leurs anciens ennemis.

La collusion entre Berlin et Londres

Berlin, 4. — Les milieux politiques allemands sont unanimes à rejeter le plan français des réparations comme indiscutable. Par contre, ils suivent avec empathie les efforts de M. Bonar Law et de lord d'Abernon et déclarent que, quoique le projet britannique exagère la solvabilité et la puissance économique du Reich, celui-ci ne refuserait pas de le considérer comme une base à des négociations ultérieures. Il est absolument hors de doute qu'il y a collusion entre les gouvernements de Berlin et de Londres et la Berliner Zeitung am Mittag, en constatant la similitude de vues qui existe entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, écrit :

« Il y a dans le plan anglais des phrases entières qui se retrouvent dans les propositions allemandes. »

Les commentaires de la presse sont assez embarrassés, ce qui s'explique par le manque de nouvelles des milieux gouvernementaux, qui évitent de prendre une attitude quelconque avant d'être fixés sur l'avenir de la conférence de Paris.

Et le bloc Paris-Rome Bruxelles

Paris, 4. — Une très grande activité s'est manifestée, depuis hier, au sein de la délégation italienne. Le bruit courait qu'elle avait préparé, d'accord avec les représentants de l'Italie à la commission des réparations, un projet transactionnel qui serait soumis à la conférence cet après-midi.

Les délégations britannique et française s'en tiennent, ce matin, à leurs positions respectives entièrement définies ; aussi l'hypothèse d'un compromis également acceptable par les deux puissances et qui serait présenté, soit par l'Italie, soit par la Belgique, rencontre-t-elle peu de crédit. D'ailleurs le correspondant de l'agence Reuters à Paris déclare que dans les cercles britanniques on ne voit actuellement aucun espoir de franchir le fossé qui sépare les points de vue français et anglais.

D'autre part, l'unanimité s'est faite dans la presse italienne au sujet du projet anglais sur les réparations. La plupart des journaux estiment que le Bloc italo-franco-belge, qui paraît s'être constitué à Paris, pourrait exercer, avec profit, une action commune.

Avant la rupture

Paris, 4. — A 4 heures 30, cet après-midi, il fut annoncé que la Conférence serait suspendue jusqu'à 5 heures 30.

M. Raymond Poincaré a répondu aux observations présentées hier par M. Bonar Law. Le premier ministre britannique a demandé ensuite qu'on discute la note qu'il avait remise au début de l'après-midi à la Conférence, en réponse à la critique faite hier par M. Poincaré du plan britannique. Le président du Conseil français a déclaré qu'il en avait pris connaissance et qu'il lui suffisait de constater que ce document continuait à repousser le principe de la saisie des gages jugée indispensable par le gouvernement français pour que l'accord lui paraisse impossible.

Les Soviets proposent une Alliance à la Chine

Moscou, 4. — On annonce que l'offre, le représentant soviétique à Pékin, a suggéré au gouvernement chinois de reconnaître les Soviets Russes et de conclure une alliance défensive contre les projets militaristes. Du Japon et d'autres pays capitalistes, les Soviets en échange, seraient disposés à renoncer à l'indemnité des Boxers et cesseraient d'exiger des privilèges douaniers en Mongolie et en Mandchourie.

Un commerçant frustré l'Etat de près de 70.000 francs

Bordeaux, 4. — Pendant les années 1915, 1916, 1917, l'entrepreneur Pierre Chaleix, marqua ses livres de commerce pour se soustraire à la taxe sur les bénéfices, frustrant ainsi l'Etat d'une somme de près de 70.000 francs. Le tribunal correctionnel l'a condamné à trois mois de prison avec sursis et 5.000 francs d'amende.

Cependant, sur l'insistance de la délégation britannique et des représentants belges, il a été convenu que chacune des délégations étudierait séparément la note britannique, ainsi que le projet italien.

La séance plénière devait reprendre une heure après, les délégations belge, italienne et française se sont alors retirées chacune dans une pièce séparée du ministère des



LES DELEGUES ANGLAIS. — AU CENTRE, M. BONAR LAW

Affaires étrangères pour procéder à cette étude rapide, tandis que la délégation britannique se rendait dans le même but à l'hôtel Carlton.

M. Poincaré répond à M. Bonar Law

Paris, 4. — Des déclarations de M. Poincaré en réponse au discours de M. Bonar Law, il résulte que l'affirmation française sur la réduction de la dette allemande, apportée par le plan anglais, reste donc en l'air.

M. Bonar Law reproche au plan français de ne pas fixer le montant de la dette allemande et de laisser subsister le chiffre de 132 milliards ; le gouvernement français remarque que cette fixation n'est pas du ressort des gouvernements, mais bien de la Commission des réparations. Le gouvernement français a seulement indiqué qu'il était prêt à remettre en paiement de ses lettres de gage le montant des obligations « C. ».

M. Bonar Law remarque que si pendant la période du moratorium, et notamment pendant la première année, l'Allemagne doit effectuer des livraisons en nature pour la somme prévue en 1922 (70 à 85 millions de livres sterling), l'obligation pour le gouvernement allemand de payer en marks-papier ces prestations, précipitera la débâcle du mark.

D'autre part, M. Bonar Law fait observer que le fait pour les Alliés de retarder jusqu'à l'émission d'un emprunt allemand la valeur obtenue par l'exploitation des gages productifs, constitue en réalité, le refus du moratorium.

Le gouvernement français répondra :

1. Sur le premier point : Que l'obligation pour le gouvernement allemand de payer en marks-papier la valeur des prestations en nature fournies aux alliés pendant la période du moratorium, constitue sans doute une charge pour l'Allemagne. Mais il n'y a aucune raison de croire que cette charge doit être intolérable.

2. Sur le second point : On ne peut pas dire avec M. Bonar Law que le fait de retarder le produit des gages jusqu'à conclusion d'un emprunt, implique le refus du moratorium, cela signifie seulement que la France n'est disposée à s'accorder qu'un moratorium partiel.

Sans doute la Grande-Bretagne dans le plan britannique obtiendra-t-elle de l'Allemagne moins qu'elle ne doit aux Etats-

Unis : Elle doit aux Etats-Unis 19 milliards de marks-or environ. Dans l'hypothèse où l'ensemble jouera au maximum et où, par conséquent, l'Allemagne paiera la somme la moins forte, en admettant également que les obligations de la deuxième série n'aient qu'un très faible rendement, l'Angleterre, d'après le plan britannique, touchera encore une somme d'environ 10 milliards

M. R. Poincaré a ensuite fait les déclarations suivantes :
Le Gouvernement de la République a, de son côté, très attentivement et très rigoureusement examiné les propositions britanniques et plus les a étudiées, plus il a dû reconnaître qu'elles comportaient avec une réduction considérable de la créance française, un bouleversement du Traité de Versailles et qu'il lui était impossible d'accepter de telles solutions.

Le Gouvernement de la République regrette vivement de n'avoir pu se mettre d'accord sur ces graves questions avec le Gouvernement britannique, mais il remercie le Gouvernement britannique de ses déclarations amicales et il peut lui donner l'assurance que, malgré cette différence de vues, l'assentiment du Gouvernement de la République et de la nation française envers l'Angleterre demeureront invariablement cordiaux.

Profond chagrin parmi les délégués belges

Bruxelles, 4. — Voici le texte de la déclaration faite à la fin de la Conférence de Paris par M. Theunis, chef de la délégation belge :

« Je ne puis que confirmer le profond chagrin que nous éprouvons, en constatant que malgré les efforts qu'ils ont faits de part et d'autre pour se rapprocher jusqu'à la limite de ce qu'ils ont estimé être leurs possibilités, nos deux grands alliés n'ont pas réussi à se mettre d'accord. » Nous ne pouvons que nous incliner, mais nous émettons le ferme espoir que les grands souvenirs qui lient tous les alliés empêcheront que ce désaccord soit durable ou qu'il s'élargisse. »

Une critique italienne du plan Bonar Law

Paris, 4. — Au début de la réunion de cet après-midi de la Conférence, le marquis Della Torreila a présenté une critique très serrée du plan britannique au point de vue spécialement italien, faisant notamment ressortir que la solidarité des puissances ennemies dans le paiement des réparations et qui était à la base du Traité de Versailles, était détruite par les propositions de M. Bonar Law.

Ainsi l'Italie, qui ne pourra recevoir de l'Autriche et de la Hongrie les indemnités qui lui sont dues, pensait avoir en compensation une part de l'indemnité allemande qui serait, par ledit projet, considérablement réduite.

La délégation italienne se maintient sur le terrain du memorandum qu'elle a remis à la Conférence et qui prévoit, on le sait, la saisie de certains gages.

La Conférence est terminée

Mais les pourparlers continuent sans les délégués de l'Angleterre

Paris, 4. — La conférence est terminée ; la délégation britannique part demain matin ; M. Raymond Poincaré et M. Bonar Law ont fait des déclarations constatant le désaccord sur la question des réparations. Les déclarations de MM. Poincaré et Bonar Law seront publiées. La délégation belge ne partira que demain soir ; les pourparlers continueront et demain soir les délégations française, belge et italienne.

Le désaccord est complet mais l'amitié subsistera

Voici le texte de la déclaration lue par M. BONAR LAW à la dernière séance de la conférence.

Le Gouvernement de sa Majesté, après avoir examiné avec la plus profonde attention les propositions françaises, est nettement d'avis que ces propositions, si on les met à exécution, non seulement ne réussiraient pas à atteindre les résultats visés mais auraient probablement des conséquences graves et même désastreuses sur la situation économique de l'Europe. Dans ces conditions, le gouvernement britannique ne peut s'associer à ces propositions ni accepter de responsabilité à leur sujet.

En même temps le gouvernement de sa Majesté tient à assurer le gouvernement de la République que tout en regrettant extrêmement qu'il existe une divergence d'opinion inconciliable sur un sujet aussi sérieux, les sentiments d'amitié éprouvés non seulement par le gouvernement britannique mais, il en est convaincu, par le peuple britannique à l'égard du gouvernement et du peuple de France restent sans changement.

Une femme se livrait à la traite des blanches

Perpignan, 4. — La nommée G. Ardin Amis, munie de fausses pièces d'identité, tentait de franchir la frontière au Perthus en compagnie d'une jeune fille de 17 ans. Arrêtée, elle avoua qu'elle se livrait à la traite des blanches.

Des trains traverseront la mer du Nord

Londres, 4. — On annonce que des dispositions viennent d'être prises pour établir prochainement un service de bateau porteur de trains entre Harwich et Zoubregge. Les wagons transportés circuleront sur les lignes belges et les marchandises seront inspectées par les douanes aux lieux de destination.

Ce service sera fait par trois bateaux qui avaient été construits spécialement en 1917 par le gouvernement britannique.

Dans les travaux de réfection de la gare d'Avion (P-de-F) les terrassiers ont mis à découvert les débris d'un avion, qui contenait des ossements indiquant que deux anciens combattants au moins avaient été ensevelis avec leur appareil à cet endroit.

Ensevelis avec leur appareil

Les indices retrouvés semblent indiquer qu'il s'agit d'un officier aviateur canadien et d'un second, écossais.

Les maîtres a aussi fait faire des recherches utiles pour réunir les débris au Dépot mortuaire et à prévenir l'état-civil militaire aux fins d'identification.

Apprenant qu'il était riche un cuisinier perdit la tête

Il erra pendant un an ne se souvenant de rien

Londres, 4. — Il y a un an, un cuisinier d'Oxford disparaissait mystérieusement et toutes les recherches faites depuis pour le retrouver étaient restées vaines. Il n'aurait pas été retrouvé, sur le bord d'une route, près de Witney, un petit village à trente kilomètres à l'ouest d'Oxford, deux terrassiers échangeaient leurs impressions. L'un d'eux avisait un tambeau de journal, le ramassa et l'avait parcouru, ne put retenir un cri de surprise. Il venait de lire l'information suivante : « Un ancien des nouvelles du cuisinier Frank Eltonne, qui quitta, il y a un an, le domicile conjugal. Son corps a été retiré de l'eau, près du village de Witney ».

Frank Eltonne ? Mais c'était lui, lui-même, et le journal donnait cependant sa photographie et son signalement.

Que s'était-il donc passé ? Il y a un an, le cuisinier, qui ne parlait plus de son mariage, plus de ses facultés mentales, apprenant que son père et sa mère étaient morts en lui léguant un héritage de 130.000 francs. Il n'avait qu'à aller retirer cette fortune dans la ville où elle était déposée. Il sortit en tout hâte, mais la joie lui ayant complètement tourné la tête, il oublia de prendre le train. En cours de route, il perdit complètement la mémoire, ne se souvenant même plus de l'objet de son voyage, par où les chemins, erra du terme au terme, prit du travail, vécut tout bien tout va pendant douze mois. Il avait d'ailleurs, des instants de lucidité et c'est à la faveur d'un de ces moments qu'il se reconnut dans une information du journal.

La police a été aussitôt avertie, et sa femme, prévenue, est venue le reconnaître. L'ami, présent si grand que Frank Eltonne ne se rappelle pas le nom des localités qu'il a traversées. Des démarches vont être faites pour qu'il puisse enfin recevoir l'héritage dont il ne paraît même plus se souvenir.

Mystérieuses et effrayantes découvertes à Londres

Il y avait sur la rue des tubes pleins de microbes divers

Londres, 4. — Pour la troisième fois en l'espace de quelques semaines, on a découvert dans les rues de Londres des tubes de verre contenant des bacilles de maladies mortelles. Vendredi dernier, une jeune fille qui se promenait dans Henrietta Street, trouva un petit sac de cuir de forme bizarre. Elle le ramassa et en voyant son contenu étrange, elle le remit à sa mère, qui fit à son tour appeler un pharmacien. L'apothicaire avait à peine regardé les tubes qu'il s'écriait avec effroi :

« Mais ils sont pleins de microbes ! portez-les vite à la police ! »

Le fait fut fait, et un examen plus approfondi confirma les constatations hélas du pharmacien. Dans ces quelques tubes, se trouvaient les bacilles de cent différentes maladies, dont la tuberculose.

Cette fois, la police avait trouvé le propriétaire du sac à main. Ce serait un médecin qui aurait agité, mais les découvertes précédentes déroutent toujours les plus fins limiers du Scotland Yard.

Encore une fois, on annonce que Lénine est mourant

Riga, 4. — D'après des nouvelles autorisées de Moscou, Lénine serait tombé malade une fois de plus.

La suite d'une troisième attaque d'apoplexie, le professeur Poerster, de Berlin, serait en route pour Moscou, afin de prodiguer ses soins au chef du gouvernement bolcheviste.

Dans les milieux soviétiques, on annonce que l'état du malade est sérieux et l'on s'attend à un moment à l'autre à une issue fatale.

Un squelette était pendu

Le Mans, 4. — L'identité du squelette trouvé pendu sur une berge du canal des Planches a pu être établie. Il s'agirait d'un manouvrier, pensionné de la guerre, disparu depuis le 28 mai dernier d'un petit restaurant de la rue du Puits-de-Quatre-Roues, où il était pensionnaire. Père de deux enfants et marié depuis peu, ce malheureux, nommé Georges Hurson, 42 ans, avait quitté sa nouvelle épouse à la suite de dissensions. Désespéré de ce désaccord si prompt, avec une femme qu'il aimait, il avait manifesté l'intention d'en finir avec la vie. Il s'agirait donc d'un suicide.

Il faut des époux assortis

New-York, 4. — A Irvington, un habitant qui travaille dans un cirque, Robert Grondin, et qui mesure 90 centimètres, vient de se marier avec la femme-paquet, qui mesure 100 centimètres.